

L'étude des acteurs non-étatiques permet ainsi de mieux comprendre les défis auxquels ont été confrontés les États-nations et la Commission européenne entre 1979 et 1992, et leur choix de promouvoir des solutions européennes à travers l'Acte unique de 1986 et le traité de Maastricht en 1992. Encore largement dominé par les politistes, y compris dans la dimension historique (Andrew Moravcsik, Paul Pierson), le champ de l'étude de la construction européenne dans les années 1980 commence à être progressivement pris en charge par les historiens, comme le démontre les multiples contributions de ce colloque très riche.

Laurent Warlouzet

Jean-Claude DAUMAS (dir.), *La mémoire de l'industrie. De l'usine au patrimoine*, Les cahiers de la MSH Ledoux n° 4, coll. « Intelligence territoriale », Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, 424 p.

S'ouvrant par une introduction de Jean-Claude Dumas et se refermant par la conclusion de Denis Woronoff, cet ouvrage rassemble les 26 communications d'un colloque qui s'est tenu à Besançon en novembre 2003. Il échappe néanmoins à une simple juxtaposition d'articles et à une classique énumération de cas, et se présente plutôt comme une petite encyclopédie portative sur le thème du patrimoine industriel au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

Si on a bien l'impression de faire le tour de la question, c'est d'abord parce que s'expriment dans ce livre, à côté des spécialistes reconnus de la discipline (L. Bergeron, C. Cartier, G. Dorel-Ferré, P. Fluck, M. Gasnier, N. Pierrot), escortés des historiens et des conservateurs de musée évidemment attendus dans ce type de rencontre, des chercheurs relevant d'autres sciences sociales, philosophes, sociologues, ethnologues, ainsi que des praticiens, responsables politiques ou industriels, associés aux prises de décision. La première partie, qui s'interroge sur « la patrimonialisation de l'héritage de l'industrie » permet ainsi au philosophe Robert Damien de démontrer comment Proudhon a contribué à concilier l'industrie, activité de transformation contre nature, « diabolique », avec la notion de patrimoine qui s'applique davantage à l'activité paysanne ou artisanale, immuable et vraiment léguée par nos pères ;

ou au socio-anthropologue Jean-Louis Tornatore de réfléchir aux « trous de mémoire » qui ont affecté le bassin sidérurgique de Longwy jusqu'à cette initiative soudaine d'un élu de conserver *in extremis* le « haut fourneau couché » ; ou encore à François Labadens, président de l'association *Patrimoine et Mémoire d'entreprise*, d'attirer l'attention sur la nécessité contradictoire d'inscrire le patrimoine industriel pour les entreprises en activité dans les flux qui gouvernent leur marche.

Avec les contributions rassemblées dans les deux parties suivantes, « les usages du patrimoine industriel », puis « un matériau pour l'histoire de l'industrie », on dispose d'un très large inventaire d'expériences et d'approches puisées dans plusieurs pays d'Europe. Des entrées diverses sont possibles pour le lecteur selon qu'il s'intéressera aux différentes formes de patrimoine (mémoire ouvrière, collections, images, machines, techniques, bâti), à la diversité de ses usages (reconversion conduisant parfois à la perte de mémoire industrielle, comme à Arc-et-Senans ou au Lingotto, à Turin, réseau de musées de Franche-Comté, promotion en site touristique international, comme à New Lanark), aux enjeux régionaux (Wallonie, Nord-Pas-de-Calais) ou locaux (Mulhouse, Billancourt). Enfin, les articles d'Eusebi Casanelles sur le TICCIH ou d'Hélène Melin, qui fait le point sur les différents types de « projets de développement par la culture », apportent des éclairages sur les aspects militants et les procédures permettant de passer à l'action.

Rendre compte en quelques lignes de la richesse d'un tel ouvrage relève, on l'aura compris, de la gageure. Et ce n'est pas diminuer ses mérites que de regretter l'absence d'un index thématique qui faciliterait son utilisation comme celle d'un classique.

Nicolas Stoskopf

Alessio GAGLIARDI, *L'impossible autarchia. La politica economica del fascismo e il Ministero scambi e valute*, Soveria Mannelli, Rubettino, 2006, 244 p.

La réaction italienne à la Grande Crise des années trente fut plus tardive que dans d'autres pays. Jusqu'au tournant de 1934-35 la politique économique étrangère poursuivie par le gouvernement se caractérisa par l'adhérence à un « libéralisme à outrance » et au *gold stan-*